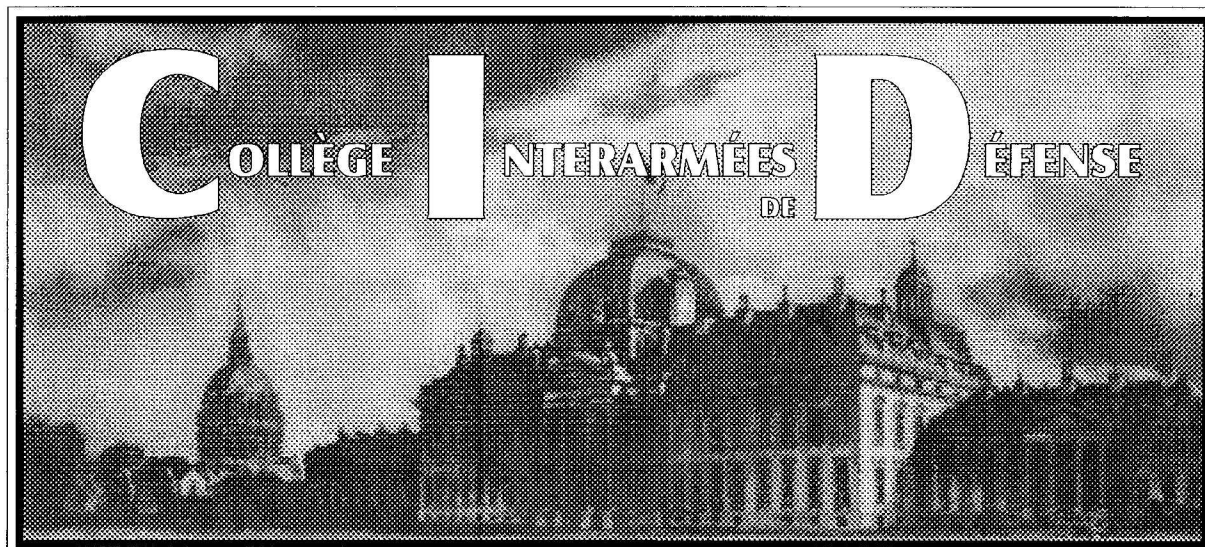


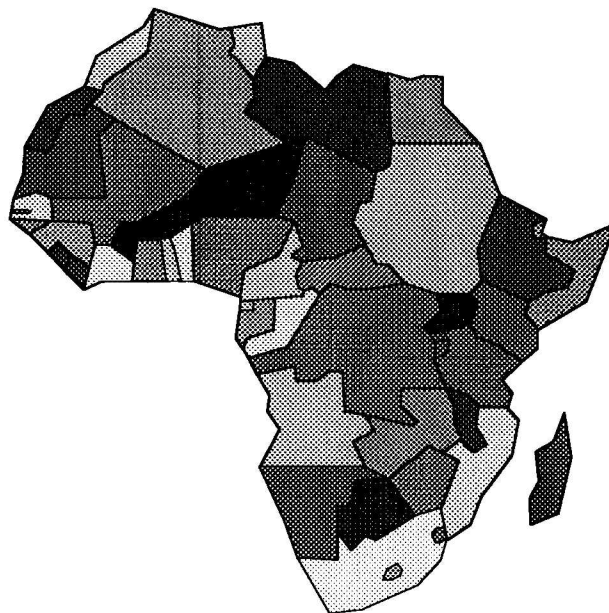
1998 - 297



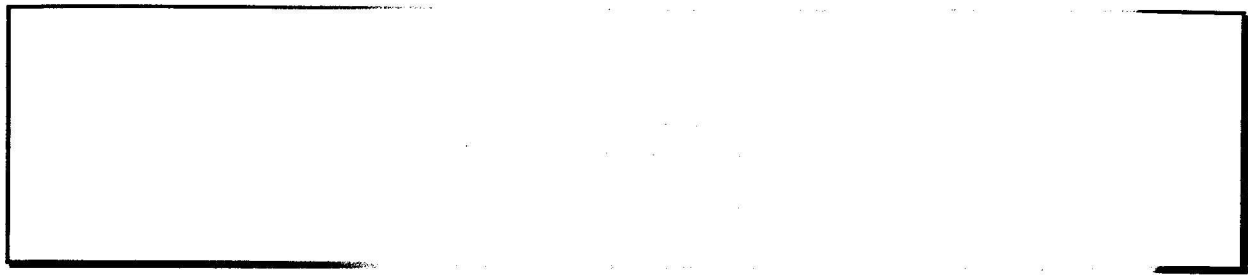
ETUDE DIRIGEE DE GEOPOLITIQUE

sous la direction de Pascal CHAIGNEAU

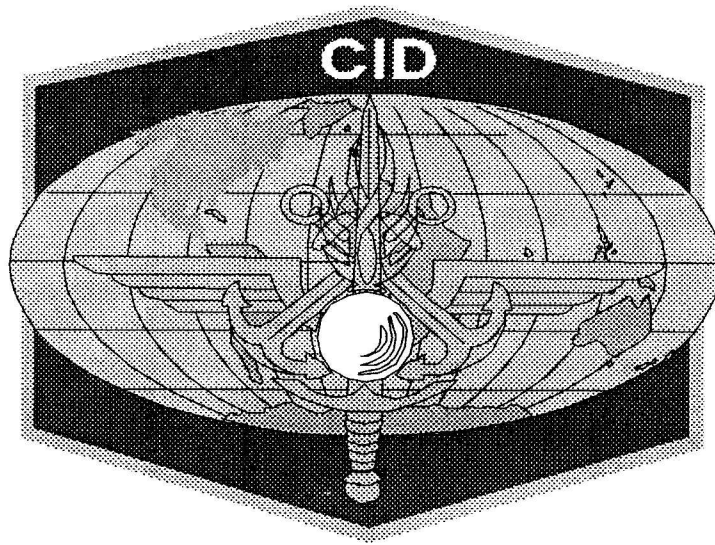
L'AFRIQUE SUBSHARIENNE



Groupe A3



Synthèse générale	page 3
La rénovation de la politique africaine	page 8
L'afro-pessimisme	page 20
L'afro-optimisme	page 26
Les nouveaux acteurs et enjeux	page 35



Synthèse générale

SYNTHESE GENERALE

En préliminaire ont été fixés le programme, les règles de travail et posées les limites de l'étude.

L'objet de l'étude est l'Afrique subsaharienne, au Sud du Sahara et au Nord du Kalahari.

Quatre séances ont rythmé notre travail :

- 1 - Point de situation sur la rénovation de la politique française en Afrique.
- 2 - L'afro-pessimisme, l'Afrique en crise (conflits, économie, politique).
- 3 - L'afro-optimisme, les raisons d'espérer.
- 4 - La prospective, les acteurs et les enjeux du futur.

L'Afrique Subsaharienne compte environ 500 millions d'habitants et abrite à peu près 10% de la population mondiale mais ne réalise que 2% du Produit National Brut mondial, sachant que l'Afrique du Sud à elle seule représente 1,7% des exportations mondiales.

Les problèmes de l'Afrique subsaharienne s'appellent pression démographique, pauvreté, dettes extérieures, guerres civiles... Ces handicaps sont aggravés par un contexte international défavorable au continent noir. D'ailleurs les grands titres de la presse quand il s'agit de l'Afrique sont toujours d'un pessimisme profond : **« l'Afrique en perdition, l'Afrique : un continent à la dérive, le naufrage du continent noir... »**

La chute du régime communiste a mis fin à la possibilité de surenchère entre l'Est et l'Ouest de la part des Africains. Les investisseurs européens s'intéressent désormais plus aux pays de l'Est qu'à l'Afrique. Ainsi l'assistance au développement a baissé de 4% entre 1989 et 1990. L'inquiétude des Africains est donc grande de se voir abandonnés par la France au profit de ces pays de l'Est aux besoins immenses.

La France et l'Afrique.

Certes, la France, après bien des erreurs et face à l'apparition de concurrents extérieurs vigoureux, doit réorienter sa politique africaine mais en aucun cas l'abandonner. Elle y a un intérêt économique certain et surtout un point d'appui irremplaçable de son influence mondiale.

Depuis 1994, les éléments de la présence française en Afrique ont été affectés par :

- la dévaluation du franc CFA
- la crise de Grands Lacs, révélatrice de nombreuses erreurs françaises et où les Français se sont laissés supplanter par les Américains.

Aujourd'hui, la position de la France en Afrique est incomprise; quand elle intervient, elle est taxée de néocolonialisme, quand elle n'intervient pas, elle est accusée de faiblesse.

La puissance française repose sur trois piliers : l'arme nucléaire mais elle perd de son importance avec la disparition de la menace majeure, le siège de membre

permanent au Conseil de Sécurité mais l'élargissement est à l'ordre du jour et donc la dilution de ce privilège, reste l'influence en Afrique. La France ne peut pas se permettre d'abandonner ce troisième pilier. Et pourtant, elle semble actuellement sur la défensive en Afrique. C'est pourquoi il est urgent de mettre en place une nouvelle politique pour tirer parti de l'immense capital accumulé par la France en Afrique et créer les conditions favorables à un vrai développement en Afrique, qui par effet d'entraînement renforcera la puissance française. Une telle politique est bien sûr à définir en concertation avec ses partenaires européens.

Ainsi la **présence militaire française**, fruit de l'histoire, connaît aujourd'hui une profonde mutation du fait de la réorientation de la politique de défense française et de la profonde réforme de ses armées. Le principe en est : passer de l'assistanat au partenariat, la traduction concrète en est un resserrement du format et un changement de nature des forces déployées.

La présence militaire de la France s'appuie sur trois composantes : les forces de présence, l'assistance militaire technique et la participation aux actions extérieures.

La modification du dispositif militaire en Afrique, et notamment de la nature des forces affectées (passage à des unités tournantes), est très préoccupante.

D'une part cela entraînera la perte d'un savoir faire que nos alliés, dont les Américains, appréciaient à sa juste valeur comme élément stabilisateur pendant toute la guerre froide. D'autre part, des unités présentes 4 mois et non spécialisées seront elles à même de remplir simultanément les missions de présence, d'AMT et d'intervention en Afrique qui leur sont désormais confiées ?

La résolution des questions de sécurité est désormais à rechercher dans des solutions africaines, avec le soutien français quand cela est nécessaire, à l'exemple de la MISAB en Centrafrique. La création d'une force interafricaine pour la préservation de la paix est donc souhaitable mais sous certaines conditions. Qu'elle soit formée à la demande et adaptée à la crise concernée, et non pas une structure figée et permanente selon le souhait des Américains.

Le statut de puissance moyenne à vocation mondiale de la France dépend de sa position en Afrique où il lui faut s'étendre, se responsabiliser, en bref mettre en oeuvre une autre politique.

Les raisons de désespérer.

Le sous développement en Afrique est un scandale, le continent est riche en matières premières, en espace, en population. Et pourtant, « l'Afrique est mal partie » disait-on déjà il y a vingt ans. Hélas la situation actuelle de l'Afrique confirme ce pronostic.

L'évolution récente du contexte international pénalise ce continent et en détourne l'attention, la communauté internationale s'y désintéresse du développement. Là réside une des causes de la multiplication des conflits. Sur le plan économique, l'Afrique subsaharienne est la zone la plus pauvre du monde, on y constate même des phénomènes d'aggravation du sous développement. En dépit des efforts, l'Afrique stagne, voire régresse.

Le contexte international est défavorable à l'Afrique. L'influence internationale s'exerce selon 3 axes:

- stratégique par la volonté de contrôler les points stratégiques comme le canal du Mozambique, ou le détroit entre la Mer Rouge et l'Océan Indien.
- diplomatique qui permettait avant la chute de l'U.R.S.S de jouer sur la confrontation Est-Ouest, mais les Africains ont perdu ce levier .
- économique, tous les pays intervenants sur l'Afrique, à l'exception notable de la France qui a conservé le même taux d'investissement, ont réduit leur taux d'investissement au profit notamment des pays de l'Est.

L'Afrique reste le continent le plus instable du monde, le seul où le nombre de conflits ait augmenté depuis la fin de la guerre froide.

Sur le plan économique l'Afrique reste dépendante de l'aide internationale qui sert en grande partie à payer les dépenses de fonctionnement ou à rembourser la dette, créant ainsi un cercle vicieux et compromettant le développement.

Les principales causes des difficultés de l'Afrique résident dans l'inadaptation ou le manque de suivi sérieux des grands projets de développement, les conflits et guerres civiles qui sabordent les structures de développement, les nombreux détournements de fonds publics ou humanitaires, le poids de la démographie.

Et pourtant l'Afrique a des atouts.

Malgré ces nombreuses difficultés, l'Afrique ne manque pas d'atouts pour réussir son décollage économique.

Les statistiques du Fond Monétaire International sont restées pessimistes malgré la dévaluation du Franc CFA qui avait pour but de relancer l'économie, mais elles ne sont que souvent approximatives sinon erronées car elles ne prennent pas en compte le secteur informel.

Les taux d'intérêt méritent d'être revus à la baisse ; souvent trop élevés, ils ne permettent pas la création de nouvelles entreprises alors qu'il faut encourager la privatisation de vastes secteurs de l'économie.

De véritables pôles de développement émergent en différentes zones de l'Afrique.

L'Afrique du Sud, le Nigeria, le Ghana, la Côte d'Ivoire pour l'Afrique de l'Ouest, l'Ouganda, le Kenya, pour l'Afrique Centrale et Orientale, certains pays plus modestes comme le Burkina Faso, le Mali, l'Ethiopie ont pris conscience des enjeux et il est permis de penser que l'Afrique aura un avenir meilleur.

De fait, le sol africain regorge de quantités immenses de richesses inexploitées. Les ressources énergétiques (pétrole, gaz naturel, énergie solaire...) sont abondantes.

Les richesses minières sont des sources de conflits divers mais restent sous contrôle étranger. Les techniciens pour l'exploitation ne manquent plus à l'Afrique. Il ne manque qu'une volonté politique et les capitaux pour y arriver.

Les nouveaux acteurs et enjeux.

Depuis la fin de l'URSS les Etats Unis d'Amérique ont un regain d'intérêt pour l'Afrique. Leur politique vise surtout l'Afrique utile et s'engage sur trois directions qui ont en commun le pétrole :

- vers l'Afrique de l'Est où l'Ouganda joue le rôle de tête de pont.
- vers l'Afrique de l'Ouest (golfe de Guinée) où le Nigeria, grand producteur de pétrole de la sous-région, est particulièrement visé.
- enfin vers le Somaliland.

Les Asiatiques, Chinois en tête mais aussi les Malais (pour le bois) investissent également l'Afrique.

Enfin se multiplient les sociétés de mercenaires, avec toujours un intéressement financier ou économique, qui déstabilisent le continent et perturbent les relations inter étatiques autant que le jeu démocratique interne de ces pays.

Ce sont autant de concurrents pour la France. La multiplication des invitations d'étudiants africains dans les universités nord américaines est un des moyens de contre balancer l'influence française.

Cet intérêt renouvelé du reste du monde, et notamment des puissances dominantes du moment ou de demain, devrait être bénéfique à l'Afrique. Or bien souvent les manifestations de ces implications sont plus prédatrices que coopérantes à un réel développement. Là réside la chance de la France qui a une autre conception des relations avec ce continent et le prouve par sa participation financière à l'aide au développement.

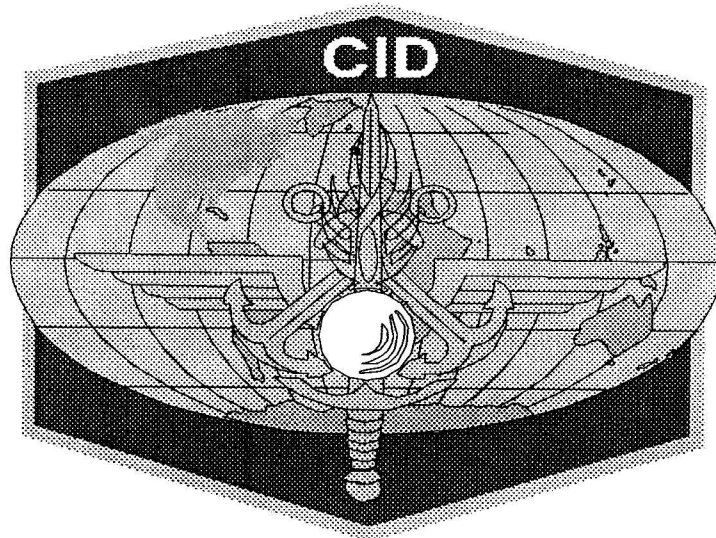
Conclusion

Cette étude a bien marqué les enjeux de l'Afrique pour la France et la rude concurrence qu'elle y rencontre désormais. D'où la nécessité de définir une vraie politique, c'est à dire une idée appuyée sur une volonté et des moyens.

Elle aura aussi contribué à briser des idées reçues aussi fausses que dangereuses sur l'Afrique (« l'Afrique coûte cher », « la démocratie est inexportable en Afrique »).

Néanmoins, le débat entre pessimistes et optimistes reste ouvert.

C'est sans doute aux Africains eux même d'y apporter une réponse. Qu'elle soit heureuse passe certainement par une réforme de leurs élites et l'éducation des peuples tant il est vrai « qu'il n'est de richesse que d'hommes ».



Synthèse séance n°1

La rénovation de la politique française en Afrique

SEANCE N° 1

LA RENOVATION DE LA POLITIQUE FRANÇAISE EN AFRIQUE. PAR LE CBA LE PELLETIER DE WOILLEMONT

Après un tableau de présentation générale peint par Monsieur Chaigneau, l'attention sera portée sur les questions proprement militaires le concurs du colonel Ronde, directeur du Centre Militaire de Documentation et d'Information sur l'Outre Mer (CMIDOM), enfin Monsieur Dabezies, ancien officier des forces spéciales et ambassadeur au Gabon, nous donnera son point de vue.

Certes, la France, après bien des erreurs et face à l'apparition de concurrents extérieurs vigoureux, doit réorienter sa politique africaine mais en aucun cas l'abandonner. Nous y avons un intérêt économique certain et surtout un point d'appui irremplaçable de notre influence mondiale.

1- Présentation introductive générale.

Depuis 1994, les éléments de la présence française en Afrique ont été affectés par :

- la dévaluation du franc CFA
- la crise de Grands Lacs, révélatrice de nombreuses erreurs françaises et où les Français se sont laissés supplanter par les Américains.

Aujourd'hui, la position de la France en Afrique est incomprise; quand la France intervient, elle est taxée de néocolonialisme, quand elle n'intervient pas, elle est accusée de faiblesse.

Pourtant la France continuera, et c'est son intérêt, à être le principal acteur africain.

La France est une puissance atypique en Afrique.

Economiquement, l'Afrique occupe la deuxième position parmi les partenaires commerciaux de la France (7 fois plus que l'Amérique Latine), le total annuel de l'aide bilatérale s'élève à 43 milliards de francs,

la France est le seul pays à posséder un ministère de la Coopération, la zone CFA est la dernière zone monétaire officielle au monde.

Politiquement, le Président de la République dispose d'un conseiller « Afrique », survivance du gaullisme mais révélateur d'une diplomatie directe de chef d'état à chef d'état avec cette partie de monde (d'ailleurs doublé en période de cohabitation par une cellule Afrique au Quai d'Orsay), les sommets franco-africains sont également uniques au monde.

Militairement, la France la seule puissance coloniale à maintenir un tel dispositif (assistance militaire technique et forces de présence) sur le continent, y compris au delà de notre sphère d'influence historique.

Pourquoi cette présence atypique?

- Parce que cette présence est rentable ! Les relations économiques génèrent chaque année 25 milliards de bénéfices nets, ce qui représente

un ratio de rentabilité largement supérieur à celui constaté dans les échanges avec l'UE.

- Parce que cela assure un réseau de soutien à la France indispensable à une influence mondiale, la France est l'un des rares pays à y prétendre.
- Parce que l'histoire en fait à la France un devoir moral.
- Parce que la proximité, voire la continuité géographique, le commande.

Quel avenir ?

Face à une contradiction : le décalage existant entre la sphère d'influence politique de la France et la zone où ses relations économiques sont fructueuses et face à une faiblesse géopolitique : il n'y a aucune puissance régionale parmi les anciennes colonies françaises, l'évolution est inévitable. Elle peut se résumer par « fidélité aux partenaires traditionnels mais dans l'élargissement », selon les termes du Premier Ministre, en particulier vers l'Afrique du Sud, le Nigeria, le Kenya, l'Ouganda.

La France ne peut plus se considérer comme seule sur le terrain. Il faut faire avec ou contre les autres. Contre le F.M.I. qui a imposé la dévaluation du Franc CFA et dont les injonctions de réduction des forces armées génèrent des troubles sociaux graves alors même que les besoins de sécurité sont croissants. Avec l'UE ? Mais sa priorité n'est certainement pas en Afrique, elle est en Europe centrale, s'alignant ainsi sur la position allemande. A côté de l'Allemagne pour contrebalancer la primauté qu'elle s'est acquise en Europe et que l'élargissement à l'Est confortera. A côté de l'ONU, qui, en réduisant fortement le budget de ses actions extérieures et en abolissant le système des « stand-by forces », délègue à des organisations régionales le soin du maintien de la paix (ce qui peut être gage d'une plus grande cohérence et efficacité). Contre les Etats Unis poussés par l'intérêt économique (pétrole) à s'implanter en Afrique Australe, dans le Golfe de Guinée et en Somalie, c'est à dire en « Afrique utile ».

En résumé et comme le prédisait R. Aron dès 1977, dans un monde post communiste et unipolaire où l'Asie est dominée par la Chine et l'Europe par l'Allemagne, les seuls espaces libres pour la France sont l'Afrique et la Méditerranée.

2 - La présence militaire française en Afrique

La présence française, fruit de l'histoire, connaît aujourd'hui une profonde mutation du fait de la réorientation de la politique de défense de la France et de la profonde réforme de ses armées. Le principe en est : passer de l'assistanat au partenariat, la traduction concrète en est un resserrement du format et un changement de nature des forces déployées.

La présence militaire de la France repose sur trois piliers :

1. Les forces de présence
2. L'assistance militaire technique.
3. Les actions extérieures

L'assistance militaire technique.

En diminution numérique mais encore forte de 600 cadres en Afrique, elle s'organise ainsi :

- à haut niveau : attachés de défense, chefs de mission, conseillers de haut niveau,
- « de base » : conseillers de niveau intermédiaire et techniciens.
- Détachements opérationnels : détachements d'intervention opérationnels, de courte durée

Son évolution est prévisible vers:

- la disparition de l'assistance « de substitution »
- une priorité aux missions ciblées de courte durée
- une plus grande implication des forces de présence

Concernant le vieux débat de la formation des cadres africains (sur place ou en France ?), il est raisonnable de penser que la formation initiale sera majoritairement conduite en Afrique tandis que l'enseignement militaire supérieur continuera à être dispensé dans les écoles françaises.

3- Le point de vue de Monsieur Dabezies.

La modification du dispositif militaire en Afrique, et notamment de la nature des forces affectées (passage à des unités tournantes), est très préoccupante.

D'une part cela entraînera la perte d'un savoir faire que nos alliés, dont les Américains, appréciaient la juste valeur comme élément stabilisateur pendant toute la guerre froide.

D'autre part, des unités présentes 4 mois et non spécialisées seront - elles à même de remplir simultanément les missions de présence, d'AMT et d'intervention en Afrique qui leur sont désormais confiées ?

Mais surtout le type de conflit que nous aurons à affronter en Afrique est plus proche de la guerre subversive que de l'affrontement classique et conventionnel. A type de conflit, type d'armée. Or les Troupes de Marine possèdent l'expérience de ce type de conflit et sont donc l'instrument idoine. Pour que celui ci perdure, il faut lui garantir une fréquentation durable et renouvelée du théâtre africain et se rappeler que c'est d'abord une question de culture, de mentalité, d'esprit. Certes il n'est, pas plus aujourd'hui qu'hier, question de pratiquer l'exclusive pour d'évidentes raisons de motivation à l'engagement et d'entraînement des unités mais évitons de nous laisser abuser par l'illusion de la polyvalence.

Une force interafricaine est souhaitable mais sous certaines conditions. Qu'elle soit formée à la demande et adaptée à la crise concernée, et non pas une structure figée et permanente selon le souhait des Américains (force qu'ils auraient contrôlée en s'en réservant le soutien logistique). Qu'elle évite d'engager des forces totalement étrangères à la zone (méconnaissance du milieu, mère de l'échec) mais tout autant des forces trop impliquées tels des voisins immédiats (vite suspectés de complicité).

La renégociation de nos accords de défense s'impose du fait de l'obsolescence de nombreuses clauses. Pour autant il est plus sage de s'abstenir et de les laisser disparaître d'eux même. La nouvelle mouture risquerait d'être par trop restrictive, notamment parce que l'opinion publique en France ne soutiendrait pas une telle initiative.

Les Etats Unis élargissent leur sphère d'influence en Afrique. Leur nature hégémonique les y pousse, l'intérêt économique (pétrole) les y encourage. C'est avec le Caucase la seule zone d'expansion où la puissance traditionnelle est en déclin, ouvrant ainsi un espace où s'engouffrer pour les nouveaux venus..

Conclusion

Face à de nouveaux compétiteurs, la France est obligée à plus de rigueur et à abandonner des pratiques douteuses trop longtemps admises. Son statut de puissance moyenne à vocation mondiale dépend de sa position en Afrique où il lui faut s'étendre, se responsabiliser, en bref mettre en oeuvre une autre politique.

Annexes jointes:

- L'intérêt économique et stratégique de l'Afrique pour la France.(Cf. annexe 1)
- L'historique des interventions militaires de la France en Afrique (Cf. annexe 2)
- Le dispositif actuel de la France en Afrique (Cf. annexe 3)

Annexe 1, séance 1
Intérêt économique et stratégique de l'Afrique pour la France.
LCL ESCALERA

I.- ANTECEDENTS.

Il y a vingt ans le Président de la République du Niger Hamani Diori lançait l'idée d'une rencontre Franco-Africaine ; seuls sept chefs d'état Africains répondaient à la réunion que dirigea le Président Georges Pompidou.

Lors du sommet de la Baule des 20 et 21 juin 1990, trente-cinq pays étaient représentés à la Conférence des Chefs d'Etat de France et d'Afrique pour définir les nouvelles orientations de la politique, la stratégie et l'économie en général.

II. SITUATION DE L'AFRIQUE.

L'Afrique au sud du Sahara compte 500 millions d'habitants, à peu près 10% de la population mondiale. L'agriculture représente environ 35 % du PIB et 40% des exportations. L'Afrique a un taux de croissance démographique qui entraînera le doublement de sa population en moins de trente ans. La pandémie du sida ,le paludisme et les maladies qui accompagnent la pauvreté et la médiocrité des conditions d'hygiène demeurent une cause majeure de souffrances.

III. AIDE DANS LES DOMAINES SUIVANTS.

- A.-Gestion de la dette.
- B.-Mobilisation des ressources intérieures.
- C.-La solution des conflits.
- E.-La transition politique.
- F.-La compétitivité internationale.
- G.-Les accords de Défense.
- H.-Entraînement des troupes.
- I.-Contexte économique, culturel, technologique et de santé.
- J.-Aide humanitaire en général.

IV.-LA POLITIQUE AFRICAINE DE LA FRANCE.

Pourquoi la France doit-elle continuer à accorder 70% de ses crédits de coopération à une Afrique qui représente moins de 11% de son commerce extérieur ?

La réponse ne repose pas forcément sur des critères immédiatement quantifiables. A l'heure de l'afro-pessimisme généralisé, il convient en effet de rappeler qu'il y a trente ans l'Asie était décrite comme condamnée au sous-développement du fait de ses structures sociales et de sa démographie! Mais surtout, l'Afrique est désormais le seul continent qui permette encore à la France d'être une grande puissance en termes de rayonnement et d'aptitude à jouer un rôle d'envergure mondiale.

Sans l'Afrique, l'action internationale de la France se limiterait très largement à celle d'acteur marginal dans les sphères d'influence américaine et asiatique ou de numéro deux sur un théâtre européen où l'Allemagne a désormais retrouvé toute sa place.

<p style="text-align: center;">Annexe 2, séance 1 L'historique des interventions militaires de la France en Afrique CDT BERENA</p>

I L'AFRIQUE DANS LA VISION GAULLISTE.

De toutes les puissances coloniales, la France est la seule à maintenir une véritable politique militaire avec ses anciennes colonies de l'Afrique subsaharienne. Le général de Gaulle, en accordant l'indépendance aux pays africains dans les années 1960, venait de créer un vide politique qui ôtait à l'ancienne métropole une facette capitale de sa dimension planétaire.

La France se devait donc d'établir des liens aussi solides que possible avec ses anciennes colonies de peur que l'une des deux super puissances d'alors ne le fasse à sa place. Ses intérêts multiformes en dépendent. La vision gaulliste globale de l'Afrique étant clairement posée, il s'agit maintenant de s'attacher à la doctrine militaire élaborée dans les relations avec l'Afrique subsaharienne et Madagascar.

Sur ce plan, les deux concepts de défense et d'assistance méritent d'être examinés .

II LE CONCEPT DE DEFENSE.

Ce concept signifiait à l'origine une alliance globale liant la France à toute la communauté des pays nouvellement indépendants, avec des structures de commandement appropriées. Elle a subi plusieurs mutations pour aboutir en 1965 à des accords passés séparément entre le gouvernement français et les différents états.

Les clauses de ces accords peuvent se résumer comme suit :

- La sécurité intérieure des états membres est à la charge des autorités locales. Sur demande expresse de ces dernières, la France peut toutefois prêter un concours exceptionnel.
- L'infrastructure de défense comprend des bases principales et secondaires, des garnisons de sûreté (aux confins sahariens) et des escales aériennes.
- Les forces armées françaises ont conjointement une mission de défense et de coopération technique. Elles peuvent constituer un moyen d'action complémentaire en cas d'agression locale ou de menées subversives.
- Sur place, la France dispose de forces légères et mobiles, et maintient en état une organisation de commandement, de transmission et de renseignement permanents.

Au lendemain des indépendances, les pays suivants étaient liés par ces accords :

République de Centre-Afrique	15 Août 1960
Madagascar	27 Juin 1960
Côte d'Ivoire, Tchad	24 Avril 1961
Congo, Dahomey (Bénin), Gabon	17 Août 1960
Niger, Sénégal	22 Juin 1960
Togo	19 Juillet 1963

Mali

Absents :

Guinée, Haute Volta (Burkina Faso), Cameroun

III LE CONCEPT D'ASSISTANCE

Les états nouvellement indépendants soucieux d'édifier des institutions militaires nationales, vont faire appel à la France qui répondra en signant avec ces derniers des accords d'assistance militaire technique.

Ces accords recouvrent trois aspects majeurs :

- Une formation des personnels (localement et en France) ;
- Un soutien en termes financiers ;
- Un soutien en termes logistiques

Ce dernier volet de la coopération couvre une liste assez vaste de pays; en effet, aux anciennes colonies françaises viennent s'ajouter : le Zaïre, le Rwanda, et le Burundi.

Ce sont :

Benin	Madagascar
Burkina - Faso	Mali
Burundi	Mauritanie
Cameroun	Niger
R C A	Rwanda
Comores	Sénégal
Congo	Tchad
Côte d'Ivoire	Togo
Djibouti	Ex Zaïre
Gabon	Togo

IV HISTORIQUE DES INTERVENTIONS FRANÇAISES

Depuis la signature des accords de défense avec ses partenaires africains, la France a eu à mener un certain nombre d'interventions dans les pays suivants. Les actions menées y sont de tous ordres.

Gabon (1964 ; 1990)	Intervention de remise au pouvoir d'un chef d'état ami
Djibouti (depuis 1967)	Interposition face à des tensions ethniques
Ex Zaïre (1978; 1991)	Intervention de protection de ressortissants
R. C. A. (1979)	Destitution d'un chef d'état et mise en place de son successeur
Tchad (depuis 1983)	Intervention d'opposition à une agression étrangère
Rwanda (1991 et 1994)	Pouvoir menacé de l'extérieur, action humanitaire.

V LA NOUVELLE POLITIQUE AFRICAINE DE LA FRANCE .

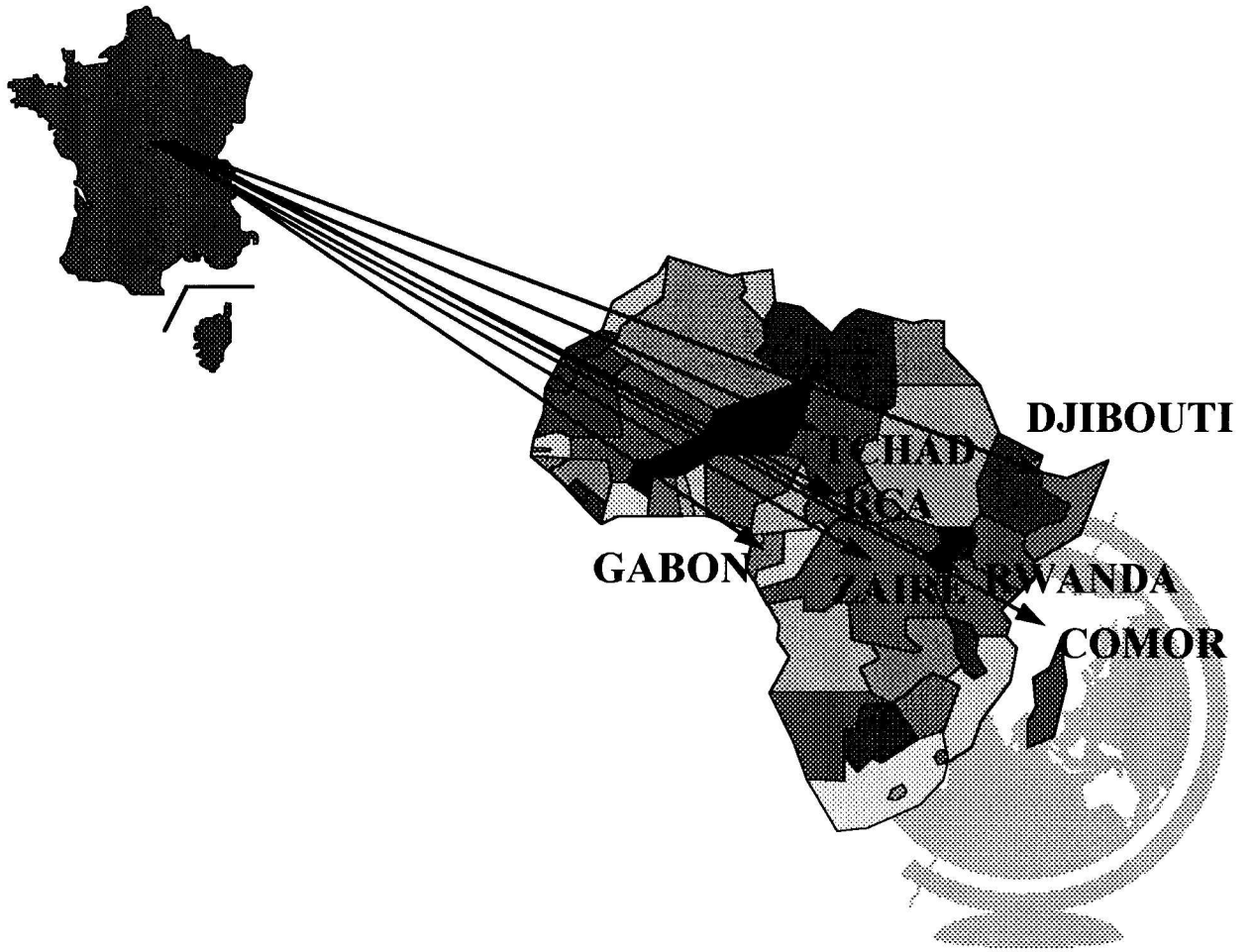
Depuis l'émergence d'un nouvel ordre international, la France s'interroge sur la nouvelle politique militaire africaine à mettre en place voire sur l'intérêt même d'une coopération étroite avec l'Afrique.

Les raisons en sont multiples :

- La disparition de l'Union Soviétique élimine l'ancien protagoniste du théâtre africain où la France tenait un rôle privilégié de défenseur des intérêts occidentaux .
- La coopération et l'aide à la nouvelle Europe s'imposent comme une priorité .
- A l'heure où la démocratisation triomphe à travers le monde, la France veut éviter de se retrouver piégée entre le respect de ses alliances militaires et le respect des principes philosophiques et politiques de la démocratie .

Aujourd'hui, la France veut assouplir son rôle de gendarme, voire laisser à l'Afrique le soin de gérer ses propres crises à travers les institutions militaires et politiques du continent comme l'O.U.A. et la force africaine de maintien de la paix dont on parle tant ces derniers temps. La France contribue d'ailleurs très activement à la formation de cette force. Elle se réserve néanmoins le droit d'aller chercher ses ressortissants dans un pays en insécurité si le besoin s'en faisait sentir.

Les interventions françaises en Afrique
par le CBA LE PELLETIER DE WOILLEMONT



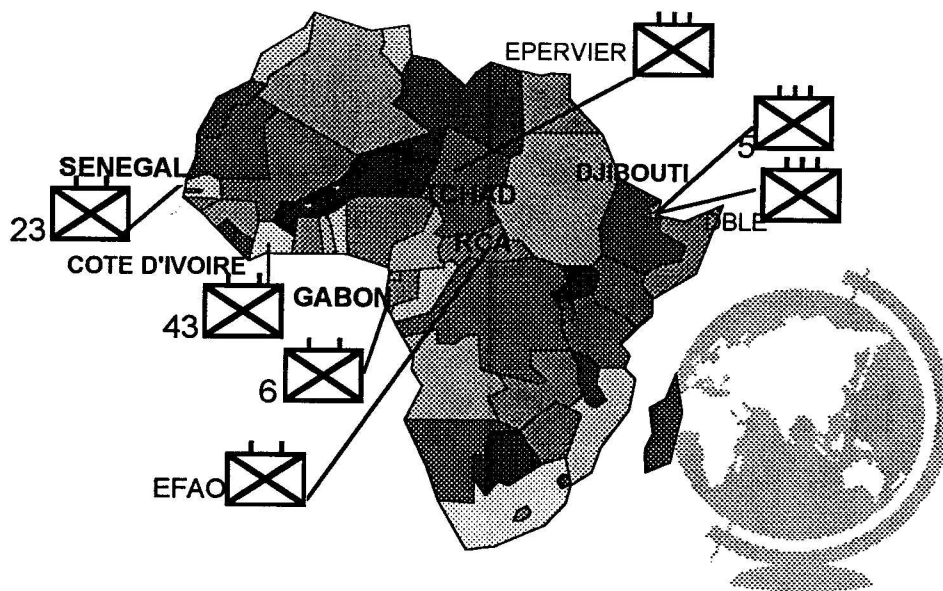
Annexe 3, séance 1
La présence militaire française en Afrique
CBA de WOILEMONT

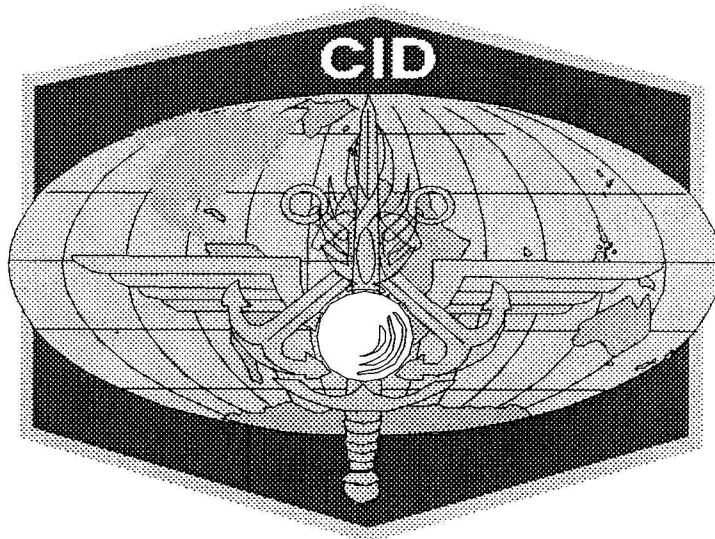
Les trois piliers de cette présence sont :
l'assistance militaire technique
les forces de présence
les actions de courte durée.

Un reformatage du dispositif est en cours :

- diminution numérique, de 8600 à 5500 hommes en 2002
- réduction du nombre de bases ; de 6 actuelles, vers 5 avec la fermeture des EFAO en RCA, dans le futur peut-être trois réparties ainsi d'ouest en est : Dakar, N'Djamena, Djibouti.
- interarmisation accrue et protection renforcée (VAB).

Forces terrestres
3700 .





Synthèse séance n°2

La crise africaine, l'afro-pessimisme.

par le LCL FOUCAULT

SEANCE N° 2

LA CRISE AFRICAINE : L'AFRO-PESSIMISME

« L'Afrique est mal partie » analysait-on il y a vingt ans. Hélas la situation actuelle de l'Afrique confirme ce pronostic. Ce continent est pénalisé par un contexte international qui en détourne l'attention, la communauté internationale se désintéresse du développement africain. C'est une des causes de la multiplication des conflits. Enfin sur le plan économique, l'Afrique subsaharienne est la zone la plus pauvre du monde, on y constate même des phénomènes d'aggravation du sous développement, de régression. L'illustration par l'exemple de la région des Grands Lacs confirmera ce pessimisme.

1 LE CONTEXTE INTERNATIONAL

Le continent africain, plus que tout autre, subit le contexte international actuel. Cette influence s'exerce de trois manières différentes.

Stratégiquement :

- Le continent africain détient des richesses minières et des matières premières importantes. Certaines de ces matières ne sont disponibles qu'en Afrique et en ex-URSS. Autrefois, en raison de la guerre froide les pays occidentaux se ravitaillaient donc exclusivement en Afrique. Aujourd'hui les pays de l'ex-URSS non seulement acceptent de vendre leurs ressources, mais bien souvent cassent les prix et deviennent ainsi les principaux fournisseurs.
- Parmi les nombreuses routes maritimes d'importance stratégique majeure situées à proximité du continent africain, seules deux points clés demeurent. Il s'agit du détroit entre la Mer Rouge et l'Océan Indien et, dans une moindre mesure, du Canal du Mozambique.
- Pendant la période de la guerre froide, l'Afrique était un enjeu stratégique où s'affrontaient les deux blocs. Ainsi de nombreux conflits de dérivation se déroulaient sur ce continent. Depuis la chute du mur de Berlin, l'ex-URSS s'est complètement désengagée.

Diplomatiquement :

La guerre froide était une rente diplomatique pour les pays d'Afrique. Ainsi pouvait-on entendre certains chefs d'états africains déclarer « En Afrique, nous n'avons pas de pétrole, mais nous avons des soviétiques ». La période où les pays africains pouvaient mettre les deux blocs en concurrence et faire du chantage diplomatique est bien révolue. La Russie ne considère plus du tout l'Afrique comme une priorité et une zone qu'il est intéressant de contrôler ou d'amener dans sa zone d'influence.

Economiquement :

Même économiquement, les africains sont conscients de ne plus constituer une priorité. Pour preuve, il suffit de comparer les taux d'investissement des pays européens en Afrique entre 1985 et 1995 :

	1985	1995
Allemagne	18%	2%
Belgique	25%	2%
Grande-Bretagne	28%	2%
France	33%	30%

Il ressort clairement de ce tableau, qu'à l'exception de la France qui a conservé sensiblement le même taux d'investissement, tous les autres pays d'Europe les ont réduits dans des proportions considérables. La raison de la diminution de l'investissement des pays européens en Afrique se trouve bien évidemment dans la préférence des pays d'Europe occidentale pour les pays de l'Europe de l'est et dans le futur élargissement de l'Union européenne. Ce que l'on pourrait résumer par « la Hongrie plutôt que le Mali ». Ce désengouement économique pour l'Afrique s'est traduit de façon claire au terme de la quatrième convention de Lomé en 1995.

En résumé, il apparaît très nettement que l'Afrique est l'un des principaux perdants du contexte de l'après guerre froide.

2 Les conflits militaires en Afrique

L'Afrique est le continent où les situations de conflits sont les plus nombreuses, en effet la moitié des conflits dans le monde se situe dans cette région. Actuellement, on dénombre quinze situations conflictuelles en Afrique sub-saharienne :

- Tchad : opposition armée dans la région du lac Tchad ;
- Soudan : guerre civile sur fond de crise religieuse;
- Erythrée : crise avec le Yémen en Mer Rouge;
- Djibouti : problème des Affars;
- Somalie : mouvement séparatiste;
- Région des grands lacs : en recomposition complète;
- Ouganda : mouvements de guérillas;
- République démocratique du Congo : situation instable;
- Mozambique : guerre civile;
- Angola : mouvement de l'Unita;
- Congo : guerre civile;
- presqu'île de Bakassi : tension entre le Cameroun et le Nigeria;
- Liberia : guerre civile;
- Sierra-Leone : guerre civile;
- Sénégal : mouvement en Casamance.

L'Afrique est le seul continent au monde où les conflits ont augmenté depuis la fin de la guerre froide. Toutes les gammes de conflits sont représentées sur ce continent :

- conflit inter-étatique;
- conflit lié à l'irrégentisme ethnique;

- conflit d'origine religieuse;
- conflit lié à des séparatismes;
- conflit identitaire;
- conflit lié aux intérêts pour les matières premières;
- conflit dû à une anarchie généralisée et à l'effondrement de l'état.

A ces conflits, s'ajoutent d'autres facteurs d'inquiétude qui risquent fort d'aggraver la situation :

- Les populations urbaines augmentent très rapidement, augmentant ainsi les risques de famine et d'émeute;
- le trafic et la consommation de drogue sont en très nette augmentation, favorisant ainsi la propagation de maladies et l'avènement de mafias;
- enfin le nombre de réfugiés et de déplacés ne cesse d'augmenter (un réfugié sur deux et un déplacé sur trois dans le monde sont africains) ce qui accroît les risques de conflits futurs.

3 L'économie africaine

Un bon état économique préserve des conflits intérieurs et des révolutions. L'économie sub-saharienne n'est hélas pas florissante.

Parmi les 53 pays les plus pauvres, selon les critères de la Banque mondiale, 38 sont situés en zone sub-saharienne, dont 30 sont pris dans une spirale de paupérisation. L'Afrique sub-saharienne compte 500 millions d'habitants pour 47 pays et réalise un PNB qui représente 1,5 % du PNB mondial soit l'équivalent du PNB de la Belgique. Encore faut-il ajouter que sur ces 1,5 %, la moitié incombe à l'Afrique du sud. Le tableau comparatif des situations économiques en Asie (Japon inclus), en Amérique latine et en Afrique sub-saharienne donne une idée du retard africain.

	Asie	Amérique latine	Afrique
Population	33,5 %	8,3 %	10,6 %
PIB / PIB mondial	24,5 %	6,5 %	1,5 %
Augmentation du PIB en 1996	20,4 %	10,2 %	1,1 %

L'Afrique reste très dépendante de l'aide internationale. Or, plus de la moitié de celle-ci sert à payer des dépenses de fonctionnement, ce qui n'est évidemment pas son but premier. Ainsi l'aide internationale évite le pire, mais ne prépare en aucune manière l'avenir. De plus, les investissements privés ont tendance à se reporter vers l'Europe de l'est et vers l'Asie et déserte de plus en plus l'Afrique. Parmi les aides privées, subsistent, heureusement, les dons et les actions des ONG, mais pour combien de temps encore?

Outre ces données macro-économiques, il existe une économie non marchande ou souterraine. Cette dernière permet à l'Afrique de subsister, mais entraîne des difficultés pour le budget des états et par voie de conséquence pour le remboursement de la dette extérieure.

Les principales causes des difficultés économiques des pays de l'Afrique subsaharienne sont les suivantes :

- L'échec des grands projets dû à une mauvaise orientation ou souvent une méconnaissance du terrain par les bailleurs de fonds qui imposent leurs programmes.
- Le ralentissement de la croissance des pays occidentaux entraînant une moindre demande de matières premières;
- La non plus-value des richesses exploitées.
- Les aléas climatiques, mais cet argument est également valable pour d'autres régions du globe;
- Les nombreuses guerres civiles et conflits qui freinent la croissance et monopolisent des fonds plus utiles ailleurs;
- Mais surtout, ce sont les déficiences de gestion, l'appropriation des biens de l'état par les acteurs politiques, la prévarication et la corruption à tous les niveaux, qui sont la raison principale des malheurs économiques de l'Afrique.

On ne peut non plus ignorer les effets néfastes de la dévaluation qui a rendu encore plus pauvres les pays qui n'ont pas grand-chose à vendre à l'étranger.

Une autre source d'inquiétude pour l'avenir est la démographie galopante. En effet, la population croît de 3 % par an, ce qui au rythme actuel entraînera un doublement de la population en 23 ans.

4 Un exemple de pessimisme : la région des Grands Lacs

La région des Grands Lacs comprend des pays du champ (Burundi, Rwanda et la République Démocratique du Congo) et des pays périphériques (Ouganda, Tanzanie, Kenya et Soudan).

Les pays du champ se caractérisent par :

- des coups d'états très nombreux depuis 1965 et une agitation politique régulière dans ces trois pays;
- de nombreux pogroms dus à l'antagonisme entre les ethnies Tutsi et Hutu;
- une crise économique généralisée en raison du surpeuplement, du mouvement perpétuel des réfugiés, de l'instabilité des monnaies nationales, du dysfonctionnement des structures de production entraînant un taux de croissance très faible (3 %) d'une corruption intense à tous les niveaux.

Avant 1994, les principaux acteurs de la région jouent un jeu dangereux : le Zaïre et l'Ouganda soutenant respectivement les rebelles de l'autre; la France et le Zaïre d'un côté, l'Ouganda de l'autre encourageant au Rwanda des partis opposés. La crise de 1994 a pour causes, l'accident d'avion qui a tué en même temps N'Taryamira, président du Burundi, et Habyarimana président du Rwanda tous Hutu. Un génocide des Tutsi en représailles en découla. Ceux-ci furent obligés de se réfugiés en grand nombre au sud est du Zaïre dans la région de Kivu non loin de la frontière ruandaise. Par la suite des opposants ruandais aidés par l'Ouganda, prennent le pouvoir au Ruandais. C'est le tour des Hutu dont les militaires des Forces Armées ruandaises de fuir au Zaïre pour aller grossir le camps des réfugiés. Beaucoup de militaires ont pu s'installer dans les camps avec leurs armement. D'où les troubles qui ont abouti à la guerre civile.

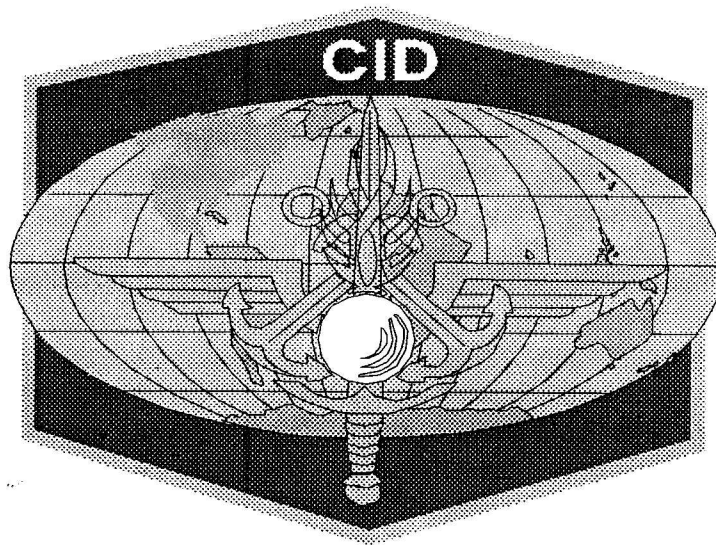
Les conséquences de ces événements sont les suivantes :

- la rébellion de Kabila s'est étendue et ce dernier a pu prendre le pouvoir en ex-Zaïre;
- le déclin de l'influence française dans la région du fait des choix hasardeux et du soutien à Habyarimana et à Mobutu;
- l'émergence de nouveaux acteurs : politique comme l'Angola ou économique comme l'Afrique du sud et les Etats-Unis.

Le futur leadership de la région reste très incertain, car de nombreux problèmes de légitimité restent posés et des milices tiennent toujours la place des armées. Peuvent y prétendre : l'Angola, si la rébellion de l'Unita prend fin; la République Démocratique du Congo, si le pouvoir de Kabila est reconnu ce qui est peu probable; l'Ouganda, s'il continue de recevoir des fonds des Etats-Unis pour jouer le rôle de verrou vis à vis du Soudan.

Conclusion

La recomposition de l'Afrique centrale est donc loin d'être achevée, d'autant que les problèmes d'ordre ethnique, politique et économique demeurent.



Synthèse séance n°3

L'afro-optimisme.

SEANCE NO 3

L'AFRO-OPTIMISME par cc Langlois

1. INTRODUCTION

L'optimisme pour l'Afrique se fonde aujourd'hui sur des faits réels qui s'opposent à un certain nombre de mythes et de contrevérités:

- **les statistiques sont plutôt défavorables à l'Afrique** : ces statistiques, qu'elles soient élaborées par le Fonds Monétaire International (FMI) ou par la Banque Mondiale (BM), ne sont que des approximations, des outils qui négligent les économies informelles (trocs, échanges, ...), dites à présent populaires ; elles donnent donc une image fautive de l'économie africaine.

- **l'Afrique n'est pas économiquement rentable** : les aides publiques au développement (APD) sont au contraire liées à 95 % à des retours d'investissement; de plus, les taux d'intérêt pratiqués sont tels que toute dette est remboursée environ trois fois par les pays débiteurs.

- **l'Afrique n'a aucun espoir** : il n'y a pas une mais des Afriques. Des régions entières sont en phase de décollage : l'Afrique de l'Ouest est en pleine croissance, l'Afrique de l'Est est en redémarrage, l'Afrique australe est un véritable pôle de développement. Il existe par ailleurs une Afrique du pétrole et une Afrique des matières premières qui, bien que différentes, représentent de véritables enjeux mondiaux.

- **l'Afrique ne sera jamais démocratique** : sur les six dernières années, les évolutions sont telles qu'un pays sur deux environ peut être aujourd'hui qualifié, même si ce n'est qu'imparfaitement, de démocratique. Le Sénégal, le Burkina Faso, la Namibie, le Botswana et l'Afrique du Sud sont des exemples de cette évolution dont la rapidité est à comparer à celle que la France a connue au moment de la Révolution.

2 PANORAMA ET PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT

L'Afrique subsaharienne représente une part insignifiante du commerce mondial (2 à 3%), et a un PNB total équivalent à celui de la Belgique. Elle peut, pour ce qui concerne ses possibilités de développement, être divisée en sous-ensembles :

2.1 L'Afrique australe :

Cette région inclut **l'Afrique du Sud**, reliée aux grands courants de l'économie mondiale, et qui est avec le Canada et l'Australie un des pôles mondiaux en matière de technologie minière. Pour ce qui concerne la technologie bancaire, l'Afrique du Sud est comparable à la Grande Bretagne et aux pays d'Amérique du Nord ou d'Asie, bien supérieurs à la France dans ce domaine ; c'est cependant un pays très contrasté, qui tente de rayonner vers ses voisins, agités par des guerres civiles (Angola) ou des tensions politiques (Zimbabwe), mais qui profitent de ses investissements pour sortir de la pauvreté (Mozambique).

L'Angola est un autre exemple de ce contraste : ce pays possède des richesses considérables, minières (pétrole et diamants) et agricoles. Le départ des colons portugais a pourtant presque interrompu l'exploitation de ces richesses ; la guerre civile qui perdure dans l'attente d'une réconciliation nationale et l'abandon de vastes zones minées font de ce pays potentiellement de plus en plus riche un pays à l'abandon.

2.2 L'Afrique de l'Ouest :

Dans cette région, deux sous-ensembles peuvent être distingués : le **Nigeria** d'une part, poids lourd démographique et riche de ses réserves de pétrole, mais très mal organisé politiquement et économiquement, et les pays francophones d'autre part, unis par la zone Franc, plus prospères ici qu'en Afrique centrale.

La dévaluation du Franc CFA a été un choc pour les populations, mais a permis, en diminuant les coûts locaux du travail, de relancer les économies. Il convient cependant d'être réservé sur l'avenir, car d'une part les investissements y restent insuffisants, et d'autre part les gains générés par la dévaluation ralentissent. L'assurance d'un développement durable n'est pas acquise.

La **Côte d'Ivoire** est le pays le plus important de la zone Franc. Pourtant certains éléments fragilisent ce pays :

- la dette de ce pays, la plus élevée de toute l'Afrique (18 milliards de dollars),
- ses relations difficiles avec le FMI et la BM qui préconisent l'abandon, pour la culture du cacao surtout, de l'économie d'Etat et le passage à un système d'exploitation privatisé.

Le **Sénégal** est également un pays qui se détache dans la région. La part très importante de l'économie populaire dans son développement rend cependant impossible toute vision claire de sa situation. De plus, le développement démographique du sud-est de la zone déplace le marché local vers le Golfe de Guinée, au détriment de ports comme Dakar ou Abidjan.

2.3 L'Afrique de l'Est et la Corne de l'Afrique

Cette région est très contrastée. Il s'y produit de manière générale une amélioration sensible de l'économie : l'Ethiopie se redresse, mais le comportement tatillon et nationaliste de l'Etat repousse les investisseurs ; l'Ouganda est en développement depuis l'arrivée au pouvoir de son nouveau président ; le Kenya est en stagnation ; la Tanzanie semble se développer.

Les conflits armés et les tensions politiques, qui reposent le plus souvent sur l'existence de fondamentalismes islamistes et sur des jeux d'alliances, freinent cependant le développement de cette région

2.4 L'Afrique Centrale

Cette région possède d'importantes richesses minières et forestières. Certains pays exploitent au mieux ces richesses : le Gabon, le Congo et l'Angola pour le pétrole, la

Guinée équatoriale, le Cameroun et le Gabon pour le bois, dont l'exploitation intensive intéresse fortement certains pays asiatiques comme la Malaisie, l'Indonésie et la Chine. Ailleurs, les guerres, telles que celles que connaît la région des Grands Lacs, empêchent tout véritable développement.

L'enclavement est enfin un handicap à l'exploitation des ressources : le Tchad en est un exemple. Ce pays, qui exploite le peu de ressources qu'il possède avec des rendements très faibles, vient de découvrir des gisements de pétrole. Mais celui-ci devra, s'il est exploité, être évacué via le Cameroun qui, en prélevant sa part, en diminuera encore le rendement.

Il existe de plus dans cette zone un malaise social important, lié au faible besoin de main d'oeuvre locale, et, partant, un contraste entre la richesse et les possibilités d'emploi. Ce problème est à l'origine du phénomène des milices, véritables palliatifs au sous-emploi pour les jeunes au chômage.

Cette région est la moins développée d'Afrique, et cela perdurera dans l'attente d'une solution qui pourrait venir du Sud.

2.5 Conclusion

Il est donc permis d'être optimiste pour l'Afrique, mais il existe encore de très nombreux problèmes à résoudre.

Il est à souligner que la crise asiatique ne va pas bénéficier à l'Afrique, d'une part parce que les éventuels reports d'investissement profiteront plutôt à l'Amérique latine, et d'autre part parce que l'Afrique subira elle-même les conséquences de cette crise, notamment en raison de l'inéluctable augmentation à venir du coût relatif de sa main d'oeuvre. La France, soutien important de l'Afrique jusqu'ici, sera par ailleurs de plus en plus dépendante de ses partenaires européens : son soutien risque donc d'être de plus en plus soumis à l'approbation de ces derniers.

3. REMARQUES PARTICULIERES

Le **chômage** est un problème commun à tous les pays africains ; ne bénéficiant ni de transferts technologiques des pays occidentaux ni d'investissements suffisants, les Etats africains ont cru résorber le chômage en développant la fonction publique, jusqu'à l'intervention du FMI et de la BM. Le chômage se pose cependant en termes très spéciaux car il concerne à 70% le secteur primaire ; la mutation structurelle de la dernière décennie a de plus augmenté de façon considérable la population urbaine, et l'Etat ayant eu tendance à investir à la place des investisseurs qui faisaient défaut, augmentant ainsi sa dette propre, il s'est produit une fuite en avant, dont l'Afrique ne pourra sortir qu'en développant une réelle classe entrepreneuriale. Celle-ci existe déjà dans une dizaine d'Etats, tels que l'Afrique du Sud, le Botswana, le Kenya, le Nigeria ou l'Ouganda, qui sont en phase de décollage.

La **croissance démographique** est à la fois un atout, en ce sens qu'elle est nécessaire à un développement de l'économie, et un handicap si elle est supérieure à la croissance économique. Or, hormis dans quelques zones de surpeuplement autour des Grands Lacs, il n'existe pas en Afrique de démographie excessive ; mais il faut souligner que sur les 51 pays en voie de développement dans le monde, les deux tiers sont en Afrique. Ce qui compte en réalité, c'est la solvabilité, et la manière dont les dirigeants d'un Etat permettent les retombées économiques du développement sur la population.

Annexe 1, séance n°3

LES POLES DE DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE

LE MIRACLE DE L'AFRIQUE DU SUD

par CV CEMPA

Ce pays est atypique pour plusieurs raisons :

- **économiquement**, il pèse à lui seul la moitié de l'économie subsaharienne totale (120 milliards de dollars contre 30 pour le Nigeria et 3 pour le Burkina), soit un treizième environ de la France, ce qui équivaut à la Belgique. C'est donc un géant de l'Afrique, mais un nain au plan international.

- **sociologiquement**, il représente un paradoxe, car il appartient à la fois au tiers-monde et au monde occidental très développé : on y passe sans transition des infrastructures routières les plus modernes au coeur de l'Afrique sous-développée.

- **ethniquement**, on y rencontre des oppositions entre noirs (Zulus contre non Zulus), entre Blancs (Boers anglophones, de plus en plus tentés par une émigration vers l'Australie, contre Afrikaners), et entre races (métis, asiatiques, indiens,...).

- **technologiquement**, c'est, grâce à l'aide d'Israël, de la France et de l'Allemagne, et même si le président affirme avoir démantelé toutes les bombes sud-africaines, une puissance nucléaire ; mais sa main d'oeuvre utilise aussi aujourd'hui encore les outils d'un autre âge.

Il a par ailleurs parfaitement réussi sa transition : l'apartheid, qui ne pouvait perdurer en raison d'une véritable disproportion entre Blancs (5 millions) et Noirs (30 millions), a été abandonné avant même l'élection de Nelson Mandela, car il était devenu une bombe menaçant l'économie nationale.

C'est le réalisme politique qui a prévalu : ainsi, après l'élection du président Mandela, parce que le succès de l'ANC dépassait largement la majorité de 70% requise pour l'élection de l'Assemblée Constituante et pour la formation du gouvernement, ce succès a été délibérément minoré afin d'imposer un gouvernement d'union nationale. De même monsieur de Klerk a-t-il accepté de n'être que le n° 3 du gouvernement, pour permettre la nomination d'un successeur désigné du président.

Aujourd'hui, après la dissolution de ce gouvernement d'union nationale, cet état d'esprit subsiste : ainsi les trois régions qui représentent 80% de l'économie sud-africaine sont dirigées de manière parfaitement équilibrée entre les trois principales forces politiques : la région du Natal par les Zulus, celle du Transvaal par l'ANC et celle du Cap par le parti de M. de Klerk.

Le réalisme économique a lui aussi prévalu : le président a refusé, certes au prix de quelques grèves, toute augmentation de salaire. Cela pour attirer par une main d'oeuvre bon marché les investisseurs, et donner des garanties aux Blancs qui contrôlent par des conglomérats les trois quarts de l'économie. Il a en revanche pris des mesures pour favoriser l'emploi des Noirs, au risque de pousser les Blancs à émigrer vers le sud du Mozambique.

Malgré un environnement régional stabilisé, surtout au Mozambique et en Namibie, il reste cependant des incertitudes : la déception de la population noire qui n'a pas obtenu l'égalité avec les blancs dans le domaine économique, l'impossibilité du pays, malgré les espoirs de l'Afrique entière, d'être un pôle de développement au delà de la région, le racisme latent, les nouveaux types de risques (l'Afrique du Sud est le deuxième producteur mondial de haschisch et a le taux le plus élevé au monde de criminalité urbaine), incertitude enfin planant sur l'après-Mandela.

L'Afrique du Sud se trouve donc devant un défi formidable : ou bien ses institutions fonctionnent et elle sera un modèle pour le monde, ou bien elle ne parvient pas à maintenir un taux de croissance minimal de 4%, et elle redeviendra un Etat africain comme les autres, ce qui privera l'Afrique de l'énorme espoir de développement, fut-il régional, qu'elle représentait.

Annexe 2, séance n°3

LES POLES DE DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE

L'EXPERIENCE DU BURKINA FASO par LCL ILBOUDO

I- PRESENTATION SOMMAIRE DU BURKINA FASO

11- GENERALITES

Pays de l'Afrique de l'Ouest encadré par 5 pays: à l'Ouest par la République. du Mali, au Nord-est par le Niger, au sud-est par le Bénin, au Sud par le Togo, le Ghana, la Côte d'Ivoire.

Langue officielle: le français

Superficie: 274 000 Km²

Population : 10 400 000 Hab.

Capitale: Ouagadougou

12- CLIMAT.

Le climat est de type tropical à 2 saisons:

- saison sèche: de Novembre à Juin

le 4 Août 1984

- saison pluvieuse de Juillet à Octobre

La période la plus chaude couvre le mois de Février à Juin

13 HISTORIQUE

Jadis Haute -Volta, devenu Burkina Faso depuis le 4 Août 1984. Date d'Indépendance :le 5/8/60

14- REGIME POLITIQUE

Le Burkina Faso a connu plusieurs régimes politiques: régime d'exceptions et Etats de Droit se sont succédés alternativement. depuis 1960, il y a eu 5 coups d'Etats militaires au Burkina Faso.

Après le Coup d'Etat de 1987 qui a connu la mort du capitaine Sankara , le Burkina Faso a renoué avec l'Etat de droit démocratique sous la direction de l'actuel Président BLAISE COMPAORE élu le 1er Décembre 1991.

II- L'ECONOMIE

21- PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITES DE L'ECONOMIE

- **Le secteur primaire** (l'Agriculture et élevage) qui occupe 90 % de la population active et représente 40 % du PIB.

- **L'industrie** qui contribue pour 23% du PIB et occupe 2 % de la population. Pour favoriser les investissement 6 régimes privilégiés sont prévus dans le code des investissements.

- **Les mines:** le sous sol qui renferme de nombreuses ressources minérales est porteur d'espoir. L'or est le 2ème produit d'exportation après le coton. De nombreux avantages sont accordés aux investisseurs étrangers.

.22- PARTICULARITES DE L'ECONOMIE BURKINABE

Depuis son entrée au Programme d'Ajustement Structurel (PAS) en 1991, le Burkina Faso a opté pour l'économie de marché; les réformes économiques s'articulent autour des points suivants:

- libéralisation totale de l'économie
- désengagement de l'Etat de plusieurs secteurs d'activités désormais confiés au secteur privé par le biais d'une privatisation de plusieurs entreprises publiques.
- code d'investissement incitatif pour les opérateurs économiques nationaux et étrangers.
- Accroissement du rôle du secteur privé dans le développement de l'économie burkinabé

Ce vaste programme d'ajustement structurel, complété par des programmes sectoriels, notamment dans l'agriculture et les transports. Ces programmes appuyés par la communauté internationale visent les principaux objectifs suivants:

- la relance de la production
- la maîtrise de l'inflation
- la réduction du déficit public.

Les réformes économiques entreprises se sont notamment traduites par une restructuration du secteur bancaire avec apurement de toutes les créances et un vaste programme de privatisation d'entreprises publiques.

Les réformes devaient passer aussi par la refonte des textes de base. Les nouveaux textes prévoient deux catégories d'entreprises ou de sociétés:

- les **Sociétés d'état et Sociétés d'Economie Mixte** dont l'Etat détient soit la totalité du capital soit une partie du capital; c'est en principe les sociétés considérées comme stratégiques.

- les **Etablissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC)** ou sociétés d'économie mixtes.

Une commission de privatisation est mise en place pour suivre les réformes dès l'introduction du PAS.

L'application rigoureuse des réformes économiques a permis d'atteindre des résultats satisfaisants:

- le taux de croissance du PIB auparavant négatif, est maintenant à +3,8 p.c.

Les objectifs pour 1996-1997 sont:

- maintenir un taux de croissance réel d'au moins 5 % l'an;
- contenir l'inflation dans une limite de 3 % à l'horizon 2000 ;
- ramener le déficit du courant extérieur de 12,3 du PIB en 1995 à 10,4% en l'an 2000.

23- POLITIQUE SOCIO-ECONOMIQUE.

Contre le chômage et le sous développement qui sont à l'origine de la pauvreté le gouvernement a mis en place une politique judicieuse de la promotion de l'emploi. Du 8 au 10 octobre 1996 se sont tenus les états généraux de l'emploi qui ont permis de mettre en place les composantes de cette politique.

Ainsi dans le secteur public, malgré les restrictions du PAS en matière de recrutement 1000 jeunes filles ont été recrutés en 1994 et ont reçu 2 ans de formation dans la couture, la teinture, les cultures maraîchères. 3 000 jeunes ruraux ont été formés dans des centres agricoles. Après la formations ces jeunes (filles et garçons) reçoivent des matériels ou de l'aide pour s'installer dans leur terroir respectif.

Le 2 Juin 1994 le Gouvernement a pris des engagements devant permettre d'accroître la production agricole, végétale et animale tout en préservant l'environnement; promouvoir le développement culturel et sportif; impliquer davantage les femmes dans le processus de développement. L'application de ces mesures ont été rigoureuse et les résultats sont satisfaisants dans l'ensemble.

Les objectifs futurs du Gouvernement:

Dans le domaine agricole

- La maîtrise de l'eau dont dépend la production agricole (constructions de barrages, de retenues d'eau, réalisation de forages..)

- Aménagements hydroagricoles des bassins de production et la protection des sols contre l'érosion.

- Améliorations des méthodes de cultures: le paysan doit évoluer de la daba vers la charrue et le tracteurs.

Pour la campagne 1996-1998 des centaines de tracteurs et des milliers de charrues ont été mis à la disposition du monde rural

- trouver des semences adaptées au climat. La recherche dans le domaine agricole est l'une des priorité essentielles des responsables du pays.

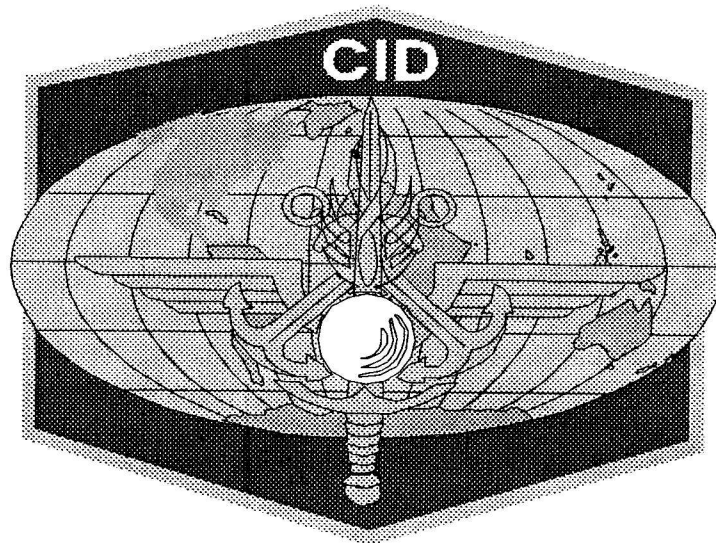
- réforme le plus tôt possible les textes de la fonction publique pour mieux servir l'économie et la nation.

- amener le taux de scolarisation à 50% à l'horizon 2000-2005.

III- CONCLUSION

Le Burkina Faso, comme la plupart des pays africains a connu des difficultés à travers le Programme d'Ajustement Structurel du FMI suivi de la dévaluation du Franc CFA. Mais grâce à une paix sociale, une stabilité politique, l'application d'une politique sociale juste et bien comprise le pays a pu relever le défi de la croissance économique.

Le Burkina Faso regarde l'avenir avec beaucoup d'espoir. L'organisation du sommet des chefs d'Etat de France et d'Afrique en Décembre 1997, l'Organisation de la Coupe d'Afrique des Nations en Février 98 et enfin le sommet de O.U.A. à Ouagadougou en 1998 constituent des épreuves qui aguerriront davantage le Burkina Faso.



Synthèse séance n°4

LES NOUVEAUX ACTEURS ET ENJEUX

australe ont aussi beaucoup de points communs sur le plan géologique avec l'Afrique du Sud où l'activité minière est parmi les plus dynamiques du monde.

Le potentiel minier africain est une réalité. Les progrès réalisés ont certes été limités, mais cela n'empêche pas les mines de jouer un rôle important dans les économies de l'Afrique. Afrique du sud non comprise, ces pays fournissent (sources 1987) 05% de la production minière mondiale. Celle-ci contribue aux recettes en devises et aux recettes fiscales. En 1988 par exemple, grâce à une hausse des cours des minéraux, les exportations des produits miniers ont dépassé huit (08) milliards de dollars. En 1987, les mines apportent une contribution importante à l'économie de quatorze (14) pays en fournissant 55% des exportations, 12% du PIB et environ 20% des recettes fiscales.

Enfin, il faut noter l'importance de la production minière africaine pour diverses industries mondiales : industries nucléaires et aérospatiales, industries sidérurgiques et pétrolières, métaux précieux et abrasifs.

Conséquences de l'exploitation minière.

Malgré l'espoir que suscite la découverte des richesses du sous-sol pour un pays, force est de reconnaître que l'abondance de minéraux pour la plupart des pays africains n'a pas servi à stimuler les économies de manière à favoriser une croissance structurelle. Pour beaucoup de pays, l'abondance de minéraux a été plutôt un bienfait mitigé.

Certains pays comme le Congo (pétrole) ont dissipé d'importantes recettes et contracté de lourdes dettes sur la foi de leurs richesses minérales.

Certains pans non moins importants des économies comme l'agriculture ont été complètement négligés, avec le mirage des importantes recettes escomptées de l'activité minière.

Les économies des pays sont exposées à l'instabilité des marchés des minéraux.

Au niveau de l'emploi l'exploitation des ressources minières par des sociétés étrangères n'a pas abouti à la formation de cadres et de techniciens nationaux dans les pays. En général, les Africains pourvoient la main d'œuvre au plus bas niveau.

Enfin, il apparaît que l'Afrique s'est enfermée dans une logique de besoin en permanence de capitaux à risque et des connaissances techniques des sociétés transnationales pour continuer d'exploiter les ressources minières. Le partage des recettes entre ces sociétés et les pays hôtes manque le plus souvent d'équité.

Perspectives.

L'avenir de l'exploitation minière en Afrique subsaharienne sera intimement tributaire du relèvement de l'investissement dans la prospection, ainsi que la création de conditions propices à l'investissement qui protègent également les intérêts des pays.

Avec une production annuelle estimée à cinq (05) milliards de dollars, l'Afrique subsaharienne devrait dépenser chaque année au moins 250 millions de dollars pour la prospection; en fait elle n'en dépense que 100 millions. Ceci représente un ratio de 11% par rapport au Canada qui, la même année investit 900 millions de dollars pour récolter 15 milliards de recettes minières.

Créer un environnement propice à l'industrie minière consistera à s'entourer de mesures à la fois réalistes et attrayantes concernant les régimes de change et fiscales, les

SEANCE N°4

LES NOUVEAUX ACTEURS ET ENJEUX EN AFRIQUE

par CC Langlois

Cette séance était consacrée aux facteurs et aux acteurs qui en termes prospectifs, pourront être déterminants pour l'avenir de l'Afrique. Durant cette étude, quatre exposés ont été présentés. Les deux premiers traitent des matières premières en Afrique ; le troisième, de la politique africaine des Etats-Unis ; le dernier, de la puissance des acteurs asiatiques.

1. L'AFRIQUE DES MATIERES PREMIERES

Avant de passer la parole aux officiers exposants, le Col. Neau (e.r.), actuellement consultant d'entreprise a brossé un bref tableau des caractéristiques des matières premières en Afrique. Il a souligné quelques points qui caractérisent la situation du continent africain.

- Mis à part la zone de la mer Caspienne, l'Afrique est la seule région dans laquelle l'appartenance des richesses n'est pas encore arrêtée. En effet, un certain nombre d'acteurs (Etats, entreprises multinationales) se disputent le partage de la gestion des ressources.

- Le pétrole: l'Afrique produit 11% du pétrole mondial, soit plus que l'Europe. Elle consomme à peine 2 à 3% de sa production. Elle est une zone à forte potentialité on shore et off shore. Le pétrole que l'on trouve en abondance est de très bonne qualité. Les coûts de raffinage sont par conséquent faibles. Excepté le Nigeria, les pays riches en pétrole sont de petits pays (Congo, Gabon) dans lesquels apparaîtront inexorablement des phénomènes de déstabilisation.

- Le gaz: la problématique est différente. En raison des forts coûts d'exportation, seule l'Algérie est en mesure d'exploiter avantageusement ses gisements.

- Minéraux: le sous-sol africain regorge de tous les minéraux indispensables aux industries de pointe (platine, bauxite, cobalt, manganèse...). Leur extraction est capitale car ils sont à la base de la fabrication des produits à haute valeur ajoutée. L'or et le diamant, métaux précieux par excellence, sont présents en Afrique du sud, au Zaïre et en Zambie.

11- LES MINES

Potentiel et importance des ressources.

S'il y a une chose qui est plus partagée que les conflits en Afrique, c'est l'exploitation minière. Un bref survol du continent révèle qu'il n'existe pas un pays où ne se développe une activité minière. Le potentiel minier est important et les ressources qu'il peut générer pour la croissance des pays non négligeable.

Sur le plan géologique, l'Afrique possède un potentiel minier qui est égal, sinon supérieur à celui des autres continents. L'Afrique de l'ouest possède par exemple une géologie comparable à celle du Brésil, pays où les mines ont pris un grand essor ces dernières décennies. notamment les mines d'or, d'étain et de fer. Les pays d'Afrique

conditions de partage et de rapatriement des bénéfices, ainsi que certains cadres réglementaires et institutionnels pouvant affecter l'activité minière.

12- L'ENERGIE AU SERVICE DE LA CROISSANCE

L'Afrique subsaharienne possède d'abondantes ressources énergétiques naturelles. (pétrole, gaz, charbon, hydroélectrique et géothermique...). La production commerciale d'énergie augmente environ 5 % par an, et les taux de croissance annuelle de 4 à 5% depuis une trentaine d'années.

Les réserves de pétrole de l'Afrique subsaharienne étaient estimées, au début de 1989, à 20,9 milliards de barils (2,3 % du total mondial) dont la plus grande partie se trouve dans le golfe de Guinée. A eux deux, l'Angola et le Nigeria fournissent 80 pour cent de la production annuelle de la région, qui sont de l'ordre de 2,2 millions de barils par jour, dont 84 % sont exportés. Les autres pays africains consacrent 20 à 40 % de leurs recettes annuelles d'exportation à l'achat de pétrole, ce qui est paralysant pour leur économie.

Les ressources hydroélectriques de l'Afrique ont un potentiel brut estimé à environ 300 gigawatts, dont moins de 4 % ont été mis en valeur.

Les pays qui offrent un potentiel d'exploration et de mise en valeur se subdivisent en trois groupes:

- Les producteurs actuels de pétrole (par exemple, l'Angola, le Cameroun, le Congo, la Côte d'Ivoire, le Gabon et le Nigeria). où se trouvent la plus grande partie des réserves prouvées.

- Les pays où l'exploration a toutes chances de déboucher sur la découverte de champs de pétrole (par exemple le Mozambique, les zones offshore du Soudan et la Tanzanie).

- Les pays de l'intérieur, comme le Niger, la République Centrafricaine, le sud du Soudan et le Tchad.

En ce qui concerne l'électricité, en 1986, l'Afrique avait une capacité installée d'électricité de 19 gigawatts, dont les deux tiers étaient fournis par des centrales hydroélectriques et les reste par des centrales thermiques. La consommation d'électricité, qui est inférieure à 200 kw-heures par habitant, est faible. Mais il existe des possibilités de rationaliser la production d'électricité pendant les 30 prochaines années. Des projets sont à l'étude : l'interconnexion des réseaux nationaux entre le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Togo en Afrique de l'ouest, entre le Kenya et l'Ouganda, et entre la Zambie et le Zimbabwe en Afrique de l'est.

Pour rétablir un bon équilibre entre l'offre et la demande, il faut:

- améliorer la gestion des ressources forestières en confiant aux communautés locales le contrôle de l'exploitation.

- établir un prix économique pour les combustibles ligneux et encourager la conservation et le reboisement des forêts, stimuler les exportations de charbon de bois produit dans les pays à excédent vers la zone sahélienne.

- encourager l'emploi de foyers à charbon de bois améliorés afin de diminuer la consommation des bois de chauffe.

- encourager aussi l'adoption de techniques de carbonisation plus efficaces grâce à un meilleur système d'incitations.

développer des énergies de substitution fiables et à un prix approprié accessibles à la majorité des familles urbaines.

Pour réaliser sa croissance énergétique, l'Afrique doit :

- Elaborer pour le secteur énergétique des stratégies nationales à long terme fondées sur l'utilisation de la gamme la moins coûteuse de ressources énergétiques nationales.

- Encourager une coopération étroite entre les pays afin d'obtenir une exploitation et une utilisation optimales de l'énergie

- Créer un environnement propice, susceptible d'attirer de gros investissements, notamment dans le pétrole et le gaz.

- Encourager une utilisation finale plus efficace de l'énergie et accélérer le recherche-développement de technologies.

- Prendre des mesures concertées pour s'attaquer à la crise du bois de feu.

Conclusion

Au cours des 30 dernières années, l'insuffisance et le manque de fiabilité de l'approvisionnement en énergie ont contribué à la lenteur de la croissance de l'Afrique. Il est donc indispensable de trouver les moyens de surmonter ces problèmes si l'on veut que les économies africaines prospèrent.

Les efforts déployés actuellement pour développer le secteur énergétiques sont mal planifiés et mal coordonnés. Il est essentiel d'avoir une approche plus rigoureuse et plus systématique aux niveaux national, sous-régional et régional, qui tienne compte de paramètres de l'environnement. Les organismes d'aide multilatéraux et bilatéraux ont un grand rôle à jouer pour encourager et soutenir ces efforts nationaux et régionaux.

2- LA POLITIQUE AMERICAINE EN AFRIQUE.

Depuis quelques années, on a pu noter un certain regain d'intérêt des Etats-Unis pour l'Afrique. Cela correspond à une logique à la fois géopolitique et géostratégique.

L'engagement américain s'exerce dans deux directions.

- Vers le Nord, il s'agit de contenir et de combattre les régimes soupçonnés de soutenir le terrorisme international: la Libye et le Soudan. L'Ouganda, l'ancienne perle de la colonisation britannique, joue le rôle de tête de pont des intérêts américains.
- Vers le Sud, la sollicitude américaine vise à contrôler les immenses richesses pétrolières du Nigeria et de l'Angola et les ressources minières du Zaïre, de la Zambie et de l'Afrique du Sud.

C'est avant tout l'Afrique « utile » qui est la cible des investisseurs. En effet, le golfe de Guinée se trouve dans l'océan Atlantique. L'accès maritime est très aisé car les exportations se font directement sans avoir à traverser de détroit. A l'est, l'Ethiopie,

l'Erythrée et le Kenya sont au centre des préoccupations du pouvoir américain. Cette zone clé est vitale pour l'acheminement du pétrole du Moyen-Orient, mais aussi pour le mouillage de la flotte dans le port de Mombasa (Kenya). La troisième zone d'intérêt est la région des grands lacs et le Zaïre. Les Etats-Unis y ont mené une politique volontariste de déstabilisation par l'intermédiaire de la minorité Tutsi. C'est ainsi que Laurent Désiré Kabila, chef de la rébellion contre Mobutu a signé avec les Etats-Unis un contrat exclusif d'exploitation du cuivre et du cobalt avant même d'accéder au pouvoir. Les rebelles Tutsi ont bénéficié ainsi du soutien logistique américain.

L'administration américaine a multiplié les fondations chargées de la formation des élites africaines. Le message implicite repose sur le passé non colonialiste des Etats-Unis et sur l'alternative qu'ils offrent pour une « revanche » sur les anciens pays colonisateurs.

3- LES ACTEURS ASIATIQUES EN AFRIQUE.

La diaspora chinoise et son dynamisme sont les leviers de la politique asiatique en Afrique. En Afrique du sud par exemple deux diasporas se partagent l'économie :

- la diaspora indienne (50 millions d'habitants).
- la diaspora chinoise (60 millions d'habitants).

31- LA CHINE:

On assiste aujourd'hui à un véritable ballet diplomatique entre les pays africains et les « deux Chine » : chronologiquement ouverte par le Burkina il y a deux ans, cette agitation concerne surtout les micro Etats comme Sao-Tomé et Principe, mais aussi des Etats comme la RCA et le Niger qui viennent de rompre avec Taiwan pour se rapprocher du membre permanent du Conseil de Sécurité qu'est la Chine, ou comme le Tchad ou le Burkina qui espèrent obtenir de meilleurs avantages en se rapprochant de Taiwan, qui souhaite intégrer les organisations internationales. Cette rivalité entre les deux composantes de la Chine, qui s'exprime aussi en Amérique latine, s'appuie sur la très nombreuse diaspora chinoise.

L'expansion de cette diaspora chinoise et les grands incendies qu'a récemment connus la Malaisie sont par ailleurs à l'origine d'une compétition entre la Chine et cette dernière, à laquelle prend part l'Indonésie, pour l'exploitation des richesses forestières de l'Afrique centrale ; il s'agit d'une bataille non seulement pour l'exploitation des forêts mais aussi pour le contrôle de toute la logistique de ce commerce. Cette compétition est une des causes de l'arrivée massive des capitaux chinois en Afrique.

La Chine demeure aujourd'hui, en dépit de graves problèmes sociaux, favorite des investisseurs étrangers, ce qui en fait un concurrent de l'Afrique, tant pour les investissements que pour l'aide internationale.

32- LES DEUX COREE:

La Corée du Sud n'a pas les moyens d'absorber la Corée du Nord en raison de la crise économique. Mais la dévaluation renforce sa compétition relative et elle en profite pour se lancer sur le marché africain.

Conclusion

En conclusion, M. Chaigneau a souligné le rôle nouveau joué par l'Iran. C'est un acteur pas comme les autres. Il est le principal bénéficiaire de la guerre du Golfe ainsi que de la décomposition de l'Union Soviétique. Il détient la clé du Turkménistan et donc du pétrole de la mer Caspienne. Son allié de circonstance est le Soudan avec lequel il cherche à déstabiliser la clé de voûte du système occidental dans cette région qu'est l'Egypte. L'Afrique est pour lui un réseau de désenclavement qu'il utilise activement.